PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Hauts-de-France**

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Tél. : 03 21 63 69 00

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Béthune, le 28 DEC. 2022

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 29 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur GÉORISQUES

Monsieur Kévin MACAREZ

49 B Rue Achille Larue
62113 LABOURSE

Références : VT/MM EQUIPE 4-377-2022
Code AIOT : 0100009850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 29 novembre 2022 dans l'établissement Monsieur Kévin MACAREZ implanté 670 Rue Jules Elby 62150 La Comté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (https://www.georisques.gouv.fr/).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une plainte du 1er novembre 2022. En effet, la Mairie de La Comté s'interroge sur les activités présentes sur les terrains de l'ancien site de la société Beugin Industries, ayant aujourd'hui cessé ses activités sur cette partie de la zone.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Monsieur Kévin MACAREZ
- 670 Rue Jules Elby 62150 La Comté
- Code AIOT : 0100009850
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est implantée sur la partie Sud de la parcelle appartenant à Tony TURPIN, dans le même hangar abritant l'activité de garage de ce dernier (cf plan de situtation en annexe, il s'agit de la zone vert clair).
Le site est constitué d'un hangar servant de dépôt de meubles pour une activité de brocanteur.
Au vu de l'activité constatée, le site ne relève pas de la législation des Installations Classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : /

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la situation administrative	Code de l'Environnement du 16 octobre 2007 Article R511-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de l'activité constatée, le site ne relève pas de la législation des Installations Classées.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Contrôle de la situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'Environnement du 16 octobre 2007 Article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Constats : Le site est constitué d'un hangar servant de dépôt de meubles pour une activité de brocanteur. Au vu de l'activité constatée, le site ne relève pas de la législation des Installations Classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet